

Brochure n° 3616

**Convention collective nationale**

IDCC : 7002. – **COOPÉRATIVES AGRICOLES DE CÉRÉALES,  
DE MEUNERIE, D'APPROVISIONNEMENT, D'ALIMENTATION  
DU BÉTAIL ET D'OLÉAGINEUX**

---

AVENANT N° 110 DU 30 MAI 2007

PORTANT CRÉATION D'UN CQP

« TECHNICIEN CONSEIL AUX ADHÉRENTS DE COOPÉRATIVE »

NOR : *AGRS0797168M*

IDCC : *7002*

---

Entre :

La COOP de France, métiers du grain ;

La COOP de France, nutrition animale,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFTD ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et  
secteurs connexes (FGTA) FO ;

La fédération de l'agriculture CFTC-Agri ;

Le syndicat national de la coopération agricole de la confédération  
française de l'encadrement (SNCOA) CFE-CGC ;

L'union nationale des syndicats autonomes agriculture agroalimentaire  
(UNSA-2A),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Considérant que les coopératives « V branches » développent une politique  
active de conseil auprès de leurs agriculteurs, ce qui nécessite de  
constamment faire évoluer les compétences de leurs techniciens ;

Considérant qu'il appartient à la branche de valider les compétences et les parcours de formation spécifique,

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Création d'un certificat de qualification professionnelle « Technicien conseil aux adhérents de coopérative »*

Les organisations signataires, désireuses de développer une politique de validation des parcours de formation au moyen de certificats de qualification professionnelle (CQP), décident de créer un CQP « Technicien conseil aux adhérents de coopérative ».

### **Article 2**

#### *Champ d'application*

Le champ d'application du présent accord est celui de la CCN « V branches ».

### **Article 3**

#### *Définition du CQP « Technicien conseil aux adhérents de coopérative » (CQP TCAC)*

##### **3.1. Définition du métier « Technicien conseil aux adhérents de coopérative »**

Le CQP « Technicien conseil aux adhérents de coopérative » permettra de valider les parcours de formation suivis et/ou les acquis de l'expérience par le biais d'une démarche de VAE des agents qui ont pour mission d'apporter une valeur ajoutée à toutes productions agricoles des adhérents de la coopérative.

Ces agents conseillent les agriculteurs adhérents pour le choix de leurs productions et pour raisonner leurs achats dans le respect des exigences réglementaires.

##### **3.2. Les référentiels du métier**

Les signataires avalisent les 4 référentiels du métier du TCAC (ces référentiels sont disponibles auprès de la branche).

Ces référentiels définissent les conditions dans lesquelles se dérouleront les parcours de formation nécessaires pour l'obtention du CQP :

- référentiel des activités ;
- référentiel des compétences ;
- référentiel de formation (présenté à titre indicatif) ;
- référentiel d'évaluation.

Il sera exigé le suivi de 2 formations obligatoires :

- règles de protection de l'environnement ;
- sécurité alimentaire et qualité des produits.

Le cahier des charges de ces 2 formations sera élaboré par la branche.

### 3.3. Public concerné

Le CQP est ouvert aux candidats qui répondent à l'un des deux critères suivants :

- posséder une formation initiale au minimum bac + 2 et justifier de 3 ans d'expérience dans le métier du conseil technique aux agriculteurs ;
- sans niveau minimum de formation initiale, mais en justifiant de 5 ans d'expérience dans le métier du conseil technique aux agriculteurs.

Ces nouveaux critères s'appliqueront également aux détenteurs du CQP « Agent relation culture » (ARC).

## Article 4

### *Modalités de délivrance du CQP*

#### 4.1. Délivrance par la commission paritaire d'évaluation

Le CQP « Technicien conseil aux adhérents de coopérative » est un diplôme de la branche. Ce certificat est délivré par la commission mixte nationale de la CCN « V branches ».

Cette délivrance sera prononcée au vu du procès-verbal établi par un jury constitué au niveau de chaque fédération régionale des coopératives, par :

- un responsable d'une autre coopérative concernée par cette activité ;
- un technicien d'une autre coopérative concernée par cette activité ;
- une représentation concertée de COOP de France (section concernée par l'activité) et de la fédération régionale des coopératives ;
- un représentant de l'aval de la filière selon le besoin.

La branche définira la méthodologie de fonctionnement des jurys régionaux.

Le secrétariat du jury sera assuré par la fédération régionale.

Ce jury régional étudiera le dossier personnel adressé par les entreprises pour leur(s) candidat(s).

#### 4.2. Constitution du dossier personnel

Les entreprises adresseront au jury de leur région un dossier destiné à prouver les compétences et l'expérience de leur(s) candidat(s) dans chacun des 6 domaines d'activité du TCAC.

Ce dossier comprendra :

- la description de l'expérience acquise au travers de :
  - la formation initiale ;
  - le parcours professionnel ;
  - les formations continues suivies ;
  - les activités extraprofessionnelles pouvant apporter un « plus » au savoir-faire du conseiller ;
- une mise en situation, décrivant, pour un adhérent donné, un conseil global à l'exploitation.

## **Article 5**

*Position du CQP « Technicien conseil aux adhérents de coopérative » dans la grille de classification de la CCN « V branches »*

Ce positionnement se fera conformément à l'article 2.3 de l'avenant n° 58 du 5 mai 1991.

Aussi, dans cet esprit, les personnes ayant obtenu le certificat de qualification professionnelle et, dans la mesure où elles occupent un poste faisant appel à l'ensemble des techniques et compétences liées à ce CQP, auront un coefficient hiérarchique au moins égal à 400.

En cas de changement d'entreprise, les effets liés aux certificats de qualification professionnelle attribués et validés sont transférés, pour autant que le salarié soit affecté sur un poste faisant appel également à l'ensemble des techniques et compétences liées à ce CQP.

## **Article 6**

*Dispositions diverses*

### **6.1. Obtention du CQP par la validation des acquis de l'expérience (VAE)**

Selon les dispositions de l'article L. 900-2 du code du travail, ce CQP peut être acquis par la voie de la VAE.

### **6.2. Suivi dans l'entreprise**

Les représentants élus du personnel (commission formation, CE ou à défaut les délégués du personnel) seront informés et consultés sur les modalités de mise en place, de déroulement et de validation des CQP dans l'entreprise.

## **Article 7**

*Inscription au RNCP*

Les parties demandent l'inscription de ce CQP au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).

## **Article 8**

*Financement de la formation*

La formation conduisant à ce CQP sera financée dans le cadre du dispositif réglementaire en vigueur sur la formation professionnelle continue : plan de formation de l'entreprise, contrat et période de professionnalisation, complété par tout autre financement public ou privé de la formation professionnelle.

L'accès du CQP peut également être sollicité à l'initiative du salarié dans le cadre d'un DIF ou d'un CIF, ou CIF-CDD...

## **Article 9**

*Durée de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra faire l'objet de révision ou de dénonciation selon les modalités fixées à l'article 3 de la CCN « V branches ».

## **Article 10**

### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur pour les coopératives adhérentes à COOP de France,— section métiers du grain et section nutrition animale, dès sa signature par les partenaires sociaux.

## **Article 11**

### *Demande d'extension*

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 30 mai 2007.

(Suivent les signatures.)

## TCAC. – Référentiel des activités

### *Identification des emplois et des entreprises*

#### Appellation de l'emploi

L'emploi décrit dans ce référentiel est celui de technicien conseil aux adhérents de coopérative (TCAC).

Dans les entreprises, les appellations d'usage sont :

- technicien conseil ;
- agent de développement ;
- agent relation culture ;
- technicien nutrition animale ;
- agent technico-commercial (production animale ou végétale).

#### Contexte professionnel

Depuis le début des années 1990, le secteur coopératif s'est engagé dans une stratégie de développement fondée sur des démarches qualité-produit et sécurité alimentaire. Cette stratégie a nécessité la mise en œuvre de moyens nouveaux permettant l'adaptation de la production au marché.

D'autre part, dans un environnement professionnel qui se complexifie, les techniciens doivent disposer d'un savoir-faire qui tend à s'équilibrer entre les 3 dimensions de leur métier : technique, commerciale et réglementaire. Sans cet équilibre, il y a un risque sur la qualité du service rendu et sur l'adaptation permanente du technicien à son emploi.

Le technicien conseil aux adhérents de coopérative s'inscrit dans ce contexte avec pour objectif d'apporter une valeur ajoutée à toutes productions agricoles des adhérents de coopérative. En fonction de la stratégie définie par l'entreprise coopérative et en fonction des exigences du marché, il conseille l'agriculteur adhérent au bon moment sur les techniques de production, sur les bonnes quantités dans les choix d'orientation et d'optimisation de production et de ses achats. Ce conseil est évidemment réalisé dans le respect des exigences réglementaires.

#### Situation fonctionnelle

Le technicien est placé sous la responsabilité soit :

- du directeur de la coopérative ou de la filiale ;
- du responsable filière ;
- du directeur agronomique ;
- du directeur « productions animales » ;
- du directeur approvisionnement ;
- du responsable de région ou de secteur ou de centre.

Il est en relation avec les adhérents et les autres salariés de la coopérative.

#### Formation de base

Le CQP est ouvert aux candidats qui répondent à l'un des deux critères :

- posséder une formation initiale au minimum bac + 2 et justifier de 3 ans d'expérience dans le métier du conseil technique aux agriculteurs ;

- sans niveau minimum de formation initiale mais justifier de 5 ans d'expérience dans le métier du conseil technique aux agriculteurs.

### Activité 1. – Conseil aux agriculteurs en technique de production

Le technicien conseil aux adhérents de coopérative apporte à l'agriculteur un conseil concernant :

En production végétale :

- le choix des cultures, des variétés, des plants et des semences (en fonction des sols, des climats, des tendances économiques...) ;
- le raisonnement de la fertilisation minérale et organique (en fonction du milieu, des cultures, des contraintes économiques et environnementales...) ;
- le raisonnement de la protection des cultures ;
- les techniques agronomiques...

En production animale :

- le choix des espèces et des races (en fonction des objectifs de production, des tendances économiques...) ;
- les conduites d'élevage : améliorer les résultats techniques des éleveurs en s'assurant de l'application des plans d'élevage, d'alimentation, et de bâtiments (conditions sanitaires de logement en particulier) ;
- le diagnostic d'un problème en faisant appel, le cas échéant, au spécialiste référencé par le groupement pour le résoudre ;
- l'offre de services à l'adhérent et les services mis en place par la coopérative dans des domaines plus généraux (financement, bâtiments, environnement) ;
- la gestion des effluents... ;
- les caractéristiques techniques des bâtiments d'élevage.

Le raisonnement du conseil est basé sur des critères technico-économiques (charge de travail, trésorerie, cohérence et complémentarité du système de production...) dans une logique de préservation de l'environnement et de développement durable.

### Activité 2. – Réglementation et protection de l'environnement, de l'utilisateur

Le technicien conseil aux adhérents de coopérative doit connaître les réglementations en rapport avec sa branche d'activités (ex. : le certificat de distributeur de phytosanitaires pour les grandes cultures, la prescription vétérinaire...). Il doit connaître suffisamment les principales dispositions réglementaires que l'agriculteur doit respecter pour savoir l'alerter en cas d'écart et pour dispenser un conseil toujours en conformité avec les textes dans les principaux domaines suivants :

L'économique de l'exploitation agricole :

- réglementation de la PAC et des OCM (conditionnalité des aides), fiscalité environnementale, TGAP, redevance pour excédents d'azote, directive nitrates... ;
- utilisation des outils d'aide à la décision.

La réglementation environnementale liée à l'exploitation agricole :

- installations classées pour la protection de l'environnement, plan d'épandage des effluents d'élevage, gestion et élimination des déchets ;
- équipement de protection individuelle.

Le bien-être animal.

### Activité 3. – Adaptation de la production aux attentes des marchés

Le technicien conseil aux adhérents de coopérative apporte un conseil à l'agriculteur concernant les domaines suivants :

- produire pour les marchés :
  - choix des productions (ex. : marchés du blé tendre, marché de l'orge de brassicole, filière viande, qualité du lait...) ;
  - critères technologiques de la qualité des produits (cahiers des charges de qualification d'élevage...) ;
  - incidence de la conduite des productions sur la qualité des produits ;
  - incidence du stockage et du classement à la ferme sur la qualité des produits ;
- démarche qualité en agriculture :

Le TCAC connaît les cahiers des charges concernant le système choisi par l'agriculteur ou par la coopérative dans le cadre de démarche de :

- certification des produits (labels, certificats de conformité produits, AOC...) ;
- certification système (ISO, Agri Confiance®, méthode HACCP...) ;
- qualification des exploitations en agriculture raisonnée ;
- chartes de production ;
- contrat de traçabilité...

Il doit pour cela :

- connaître et collaborer à la définition du potentiel de production de sa zone (les exploitants leaders, la part de marché détenue par sa coopérative...) en vue de disposer d'informations statistiques fiables concernant la coopérative ;
- diagnostiquer les points forts et faibles de son entreprise par rapport à la concurrence que l'on identifie très précisément ;
- proposer à sa hiérarchie la mise en place d'une politique de développement ;
- s'informer régulièrement de l'environnement concurrentiel et de l'évolution du marché ;
- être vigilant sur les risques d'impayés pouvant survenir en clientèle ;
- alerter sa hiérarchie afin de limiter les livraisons en cas de situation financière à risque ;
- relancer les adhérents débiteurs et proposer à sa hiérarchie d'étudier des conditions d'échelonnement de règlement ;
- maîtriser la démarche qualité initiée par la coopérative et la faire connaître et adopter par les adhérents ;



- s'assurer chez l'adhérent du respect du cahier des charges et l'avertir vis-à-vis des différentes réglementations ;
- rendre compte à sa hiérarchie d'éventuels dysfonctionnements.

#### Activité 4. – Gestion des données

Plus spécifiquement pour les conseillers en production animale, le technicien doit :

- rassembler les documents lors de la prise en charge des lots, les contrôler, les amender, les valider ;
- préétablir les certificats d'exportation ;
- recueillir, suivant les entreprises, des éléments (poids, classe, grille de prix) permettant d'enrichir la base de données pour initier la facturation et/ou le financement des animaux ;
- manipuler des tableaux informatiques simples pour les statistiques d'activité et le suivi de la clientèle ;
- connaître les principales logiques d'informatisation de son entreprise (facturation, traçabilité, tournée, collecte) ;
- connaître l'existence de moyens de gestion de son temps de travail, du suivi des visites technico-commerciales et de la traçabilité du conseil.

#### Activité 5. – Animation, écoute et communication

Sur le terrain, il assure :

- le suivi et l'écoute auprès des groupes d'adhérents de son secteur ;
- la diffusion des informations nécessaires à l'optimisation des productions de l'adhérent, répondant aux attentes de la filière ;
- une veille commerciale sur sa zone de chalandise ;
- la contractualisation des productions ;
- la participation à la mise en place de la traçabilité des productions (il rédige par adhérent des préconisations écrites) ;
- la participation à la mise en place de la politique de qualité de la coopérative et des orientations techniques de sa structure et la promotion de la stratégie définie par la coopérative... ;
- la communication avec le siège du groupement, les autres techniciens, les agents de centre de tri, les chauffeurs, les commerciaux ;
- l'animation d'un groupe d'adhérents sur directive de son responsable ;
- la promotion de l'image du groupement, sa politique, ses objectifs ;
- la transmission à sa hiérarchie des remarques et souhaits des adhérents dans le respect de la confidentialité.

Au sein de la coopérative :

- il participe à la prévision des besoins, en relation avec son responsable, pour répondre aux attentes des agriculteurs ;
- il fait remonter les informations issues des adhérents et de la clientèle extérieure pour contribuer à la stratégie de développement de la coopérative ;
- il propose des adaptations de la politique commerciale ;
- il contribue à optimiser les résultats économiques de ses adhérents ;

- il s'informe, entretient et développe ses connaissances par les moyens de communication (revues, publications techniques, nouvelles technologies d'information et de communication...);
- il participe aux actions de formation permettant la mise à jour de ses connaissances.

## Activité 6. – L'entreprise coopérative

Le technicien transmet la connaissance :

- des règles générales qui président au fonctionnement de la coopérative comme du groupement de producteurs dont il est salarié (statuts, règlement intérieur, règlement technique, etc.) ;
- des principales caractéristiques des structures juridiques qui peuvent adhérer comme fournisseur à la coopérative (GAEC, ERL, SA, etc.) ;
- des différents éléments suivants :
  - d'une façon générale de la filière dans laquelle se situe très précisément son entreprise ;
  - des marchés des productions végétales et animales, et notamment de leurs mécanismes d'organisation ;
  - des différents organismes qui travaillent dans l'environnement administratif de la coopérative (EDE, DDA, DSV, interprofession, GDS, etc.).

Mais également :

- le technicien participe à la vie de la coopérative dont la fonction est d'offrir à l'agriculteur adhérent le moyen de valoriser au mieux ses productions ;
- il contribue au maintien d'un bon esprit d'équipe avec les différents personnels du secteur et à une cohérence du message de la coopérative vers les agriculteurs en défendant les valeurs de la coopération et valorisant l'image de la coopérative ;
- il participe au développement des activités de la coopérative avec les agriculteurs ;
- il applique les procédures pour éviter les dysfonctionnements et respecter la réglementation en vigueur ;
- il transmet les informations reçues des adhérents, en rapport avec l'activité de l'entreprise ;
- il est informé des autres services offerts par la coopérative aux adhérents ;
- il connaît et fait remonter les besoins spécifiques des agriculteurs de sa zone pour un conseil pertinent ;
- il fait appel à des spécialistes s'il n'en a pas les compétences.

## Référentiel des compétences

*Savoir et savoir-faire pour chaque activité*

*Savoir être en fin de référentiel pour toutes les activités*

### Activité 1. – Conseil aux agriculteurs en technique de production

SAVOIR THÉORIQUE OU CONNAISSANCES	SAVOIR PRATIQUE OU EXPÉRIENCE
<p><b>En production végétale</b>            Connaissance du cycle végétatif des plantes cultivées dans la zone.            Connaissance des types de produits utilisés par l'agriculteur pour conduire ses cultures (semences, fertilisants...).</p> <p>Connaissance sur la fertilisation minérale et les amendements.            Connaissance sur la fertilisation organique.            Connaissance des produits antiparasitaires (toxicité, homologation...).</p> <p><b>En production animale</b>            Connaissance des différents plans d'élevage, d'alimentation ou sanitaires en application dans les exploitations des adhérents.            Connaissance de la procédure de diagnostic d'un problème d'élevage.            Connaissance des services proposés par la coopérative.            Connaissances de base dans les différents domaines où il peut être appelé à conseiller l'exploitant : zootechnie, nutrition animale, réglementation sanitaire (carnet d'élevage, identification...), environnement.            Connaître le rôle des organismes d'élevage (DSV, GDS, vétérinaires...).</p> <p>Avoir des connaissances en matière d'économie et de gestion, savoir lire un bilan par exemple, savoir les utiliser pour conseiller l'adhérent dans ses choix d'orientation de production.</p>	<p>Savoir transmettre ses observations et ses connaissances.            Savoir apporter une valeur ajoutée à la production de l'adhérent.            Savoir conseiller l'agriculteur sur les systèmes de production et les méthodes de cultures respectant l'environnement.            Savoir analyser un problème et éventuellement proposer un spécialiste interne ou externe pour le résoudre.</p> <p><b>En production végétale</b>            Savoir choisir des cultures et des semences (en fonction des sols, des climats, des tendances économiques...).</p> <p>Savoir commenter une analyse de terre.            Savoir raisonner la fertilisation minérale et organique.            Savoir raisonner la protection des cultures.</p> <p><b>En production animale</b>            Proposer à l'adhérent l'application pratique des plans d'élevage, d'alimentation et sanitaire et le logement des animaux, dans le but d'optimiser les résultats.            Assurer l'analyse d'un problème et propose les spécialistes référencés par le groupement pour résoudre le problème.            Connaître la procédure mise en place pour bénéficier de services.            Guider les exploitants sur les périodes de mises en marché de leurs animaux en fonction des contraintes commerciales et de celles de l'exploitation de l'adhérent.            Adopter une démarche pédagogique par rapport à la réglementation, soit en donnant directement l'information à l'exploitant, soit en lui donnant le nom de quelqu'un qui saura mieux que lui le renseigner.            Savoir utiliser des outils de simulation permettant de vérifier l'impact économique des techniques proposées.</p>

## Activité 2. – Réglementation et protection de l'environnement, de l'utilisateur

SAVOIR THÉORIQUE OU CONNAISSANCES	SAVOIR-FAIRE
<p>Connaître les principales dispositions réglementaires que l'exploitant doit respecter pour savoir l'alerter en cas d'écart et pour dispenser un conseil toujours en conformité avec les textes.</p> <p>Connaissance sur la réglementation liée à l'environnement applicable aux exploitations agricoles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- installations classées ;</li> <li>- déchets ;</li> <li>- transport, stockage et utilisation des matières dangereuses ;</li> <li>- eau.</li> </ul> <p>Connaissance des réglementations en rapport avec sa branche d'activités.</p> <p><b>Exemples :</b>  Certificat pour les applicateurs et distributeurs de produits antiparasitaires.  Réglementation sanitaire.  Réglementation sur le bien-être animal.  Réglementation concernant l'identification des animaux.  Réglementation concernant la distribution et l'administration aux animaux des produits médicamenteux et la nutrition animale.  Réglementation concernant la conditionnalité (paquet hygiène...) et les bonnes pratiques d'élevage.</p>	<p>Prendre en compte dans son conseil la réglementation environnementale (directive nitrates, PMPOA, CTE, conditionnalité...).</p> <p>Maîtriser la gestion environnementale des produits type antiparasitaires, engrais, médicaments... pour pouvoir conseiller l'agriculteur dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'utilisation des produits (savoir lire et interpréter les étiquettes) ;</li> <li>- le stockage des produits (savoir ranger, classer, organiser) ;</li> <li>- le choix des produits ;</li> <li>- le matériel (épandage, traitement...) afin de protéger l'utilisateur et de respecter l'environnement.</li> </ul> <p>Savoir conseiller avec des outils d'aide à la décision en intégrant les normes environnementales.</p> <p>Savoir promouvoir la politique de qualité auprès des adhérents.</p> <p>A une démarche pédagogique auprès des exploitants pour une bonne application du cahier des charges.</p>

### Activité 3. – Adaptation de la production aux attentes des marchés

SAVOIR THÉORIQUE OU CONNAISSANCES	SAVOIR-FAIRE
<p>Savoir distinguer les différentes démarches qualité en agriculture :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– certification des produits (labels, certificats de conformité produits...);</li> <li>– certification système (ISO, Agri Confiance@...;</li> <li>– qualification des exploitations en agriculture raisonnée...</li> </ul> <p>Connaître les principes de l'agriculture raisonnée et des chartes de production élaborées par les filières.</p> <p>Connaître le cahier des charges adopté par ses adhérents.</p> <p>Connaître les exigences qualitatives des principaux marchés et les conséquences sur les conseils apportés à l'agriculteur.</p> <p>Connaître les outils statistiques à sa disposition et savoir interpréter les données pour proposer des actions.</p> <p>Citer les points forts et points faibles de son entreprise.</p> <p>Savoir appréhender un problème dans sa globalité.</p> <p>Savoir apprécier la valeur commerciale des animaux (poids, classement, grille de prix).</p> <p>Inventorier la concurrence.</p> <p>Etre capable d'évaluer le risque d'impayé.</p>	<p>Savoir réaliser un diagnostic qualité ou environnement.</p> <p>Savoir promouvoir les démarches qualité initiées par la coopérative auprès des adhérents.</p> <p>Maîtriser la qualité des produits (critères technologiques, planification des plantations/semis et des récoltes, transport, stockage, fabrication, plan de production...) en fonction des contraintes.</p> <p>Savoir adapter un itinéraire technique répondant aux exigences de qualité.</p> <p>Savoir conseiller le choix des productions en fonction des exigences de chacun des marchés.</p> <p>Analyser les données statistiques et les réactualise en permanence.</p> <p>Savoir, auprès des exploitants, mettre en évidence les atouts de leurs entreprises et en minimiser les faiblesses.</p> <p>Faire preuve d'esprit de synthèse et savoir exposer en quelques phrases les conclusions d'un entretien.</p> <p>Etre capable d'estimer en vif un animal.</p> <p>Savoir actualiser en permanence ses connaissances sur la concurrence.</p> <p>Faire appliquer les procédures d'urgence, en cas de risque d'impayés.</p>

### Activité 4. – Gestion des données

SAVOIR THÉORIQUE OU CONNAISSANCES	SAVOIR-FAIRE
<p>Connaître dans le détail le contenu des divers documents et leur délai de validité : documents sanitaires, export, d'identification, et internes à l'entreprise.</p> <p>Connaître les principales logiques d'information de son entreprise (facturation, traçabilité-tournée-collecte).</p> <p>Connaître l'existence de moyens de gestion de son temps de travail, du suivi des visites technico-commerciales et de la traçabilité du conseil.</p>	<p>Faire preuve de rigueur dans la validation des documents.</p> <p>Vérifier les documents à l'achat.</p> <p>Savoir utiliser les outils de gestion de données et manipuler des tableaux informatiques simples pour les statistiques d'activité et le suivi de la clientèle.</p>

## Activité 5. – Animation, écoute et communication

SAVOIR THÉORIQUE OU CONNAISSANCES	SAVOIR-FAIRE
<p>Connaître la palette des services et produits offerts par la coopérative.</p> <p>Connaissance de l'approche commerciale.</p> <p>Principes de la communication (orale et écrite).</p> <p>Techniques de base d'organisation de réunions techniques et d'animation d'un groupe.</p> <p>Etre capable d'établir l'organigramme de la coopérative et les fonctions de chacun.</p> <p>Connaître les objectifs et la politique du groupement.</p> <p>Connaître les contraintes administratives et environnementales de l'exploitation de son adhérent.</p> <p>Etre capable de proposer des solutions en matière d'orientation technique.</p>	<p>Suivre et proposer des adaptations à la politique commerciale.</p> <p>Connaître les attentes des agriculteurs de sa zone.</p> <p>Savoir fidéliser les coopérateurs et rechercher de nouveaux adhérents.</p> <p>Connaître son environnement concurrentiel.</p> <p>Savoir répondre au mieux aux besoins techniques de l'adhérent dans la gamme de la coopérative.</p> <p>Appliquer la politique tarifaire.</p> <p>Veiller au traitement des litiges.</p> <p>Gérer les situations de crise avec les producteurs et prendre du recul.</p> <p>Maîtriser les moyens de communication (outil informatique, Internet...).</p> <p>Entretenir avec les salariés un dialogue constructif.</p> <p>Utiliser les moyens d'animation dans le but d'un travail de groupe.</p> <p>Savoir être à l'écoute des adhérents.</p> <p>Etre capable de constituer un groupe d'exploitants capable de travailler ensemble.</p> <p>Transcrire à un exploitant ou un groupe d'exploitants les objectifs et la politique du groupement.</p> <p>Discerner l'essentiel dans les remarques des adhérents et en informe de façon synthétique sa hiérarchie.</p> <p>Savoir bâtir une argumentation en vue d'une démarche cohérente.</p>

## Activité 6. – L'entreprise coopérative

SAVOIR THÉORIQUE OU CONNAISSANCES	SAVOIR-FAIRE
<p>Connaître le fonctionnement et l'organisation d'une coopérative (statuts, règlement intérieur, autres procédures administratives...).</p> <p>Connaître l'organisation de l'entreprise et les fonctions des différents acteurs.</p> <p>Avoir une connaissance des bases de la gestion économique de la coopérative.</p> <p>Connaître l'environnement de la coopérative et ses principaux partenaires, ainsi que les compétences sur lesquelles le technicien peut s'appuyer.</p> <p>Énumérer les principales conditions de fonctionnement d'une coopérative et savoir en justifier politiquement le bien-fondé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fonctionnement du conseil d'administration ;</li> <li>- le règlement intérieur ;</li> <li>- le capital social et les engagements (appel et libération du capital) ;</li> <li>- les droits et devoirs de l'adhérent vis-à-vis de sa coopérative.</li> </ul> <p>Énumérer les principales structures juridiques pouvant adhérer à la coopérative.</p> <p>Énumérer les mécanismes d'encadrement du marché des viandes (EU, OCM, OMC, Office de l'élevage, GATT, SIBEV).</p> <p>Énumérer et identifier les différents métiers de la filière.</p> <p>Énumérer les organismes administratifs intervenant dans la filière viande.</p>	<p>Savoir transmettre les informations au sein de la coopérative, aux acteurs concernés.</p> <p>Comprendre l'incidence de son activité sur les résultats économiques de la coopérative.</p> <p>Participer à la vie de la coopérative dont la fonction est d'offrir à l'agriculteur adhérent le moyen de valoriser au mieux ses productions.</p> <p>Savoir appliquer les règles internes à la coopérative sur un plan administratif et commercial.</p> <p>Savoir expliquer à l'adhérent comment ses productions sont valorisées au sein de la coopérative.</p> <p>Connaître les membres du conseil d'administration et leur responsabilité au sein du conseil.</p> <p>Appliquer le règlement intérieur.</p> <p>Informers l'adhérent des règles d'appel et de remboursement du capital social.</p> <p>Répondre aux adhérents sur le niveau des sanctions applicables dans le cas de non-respect des engagements.</p> <p>Savoir contacter le représentant légal ou le mandataire d'une structure juridique pouvant adhérer à la coopérative.</p> <p>Connaître les incidences des décisions de ces organismes sur l'exploitation d'élevage.</p> <p>Situer précisément son entreprise dans la filière.</p> <p>Connaître et utiliser les services que peut rendre chacun des organismes administratifs intervenant dans la filière viande.</p>

### *Pour les 6 activités*

#### Savoir être

Savoir écouter, comprendre et déceler les attentes des agriculteurs adhérents ;

Savoir développer une écoute active ;

Disposer d'une capacité d'analyse et de synthèse ;

Savoir organiser ses idées pour les exposer et les rendre compréhensibles ;

Etre dynamique et apte à prendre des initiatives ;

Etre rigoureux et organisé ;

Savoir convaincre ;

Savoir contribuer au maintien d'un bon esprit d'équipe avec les différents personnels du secteur et à une cohérence du message de la coopérative vers les agriculteurs.

Savoir présenter et défendre auprès des agriculteurs les spécificités et les services apportés par son entreprise coopérative ;

Savoir être curieux de l'évolution de la filière ;

Savoir faire appel à des compétences extérieures ;

Contribuer à promouvoir une image positive de la coopérative.

### Référentiel de formation

Activité 1. – Conseil aux agriculteurs en technique de production	
1	Agronomie – zootechnie
2	Gestion des exploitations agricoles
3	Appui technique (réglementation des bâtiments d'élevage et règles de conception, conduites d'élevage)
Activité 2. – Réglementation et protection de l'environnement, de l'utilisateur et de l'animal	
4	Environnement : réglementation spécifique à l'exploitation agricole et à la branche d'activité (1)
5	Prévention des accidents de travail
Activité 3. – Adaptation de la production aux attentes des marchés	
6	Sécurité alimentaire et qualité du produit(1)
7	Economie de la filière et adéquation aux marchés
8	Agriculture raisonnée
9	Mise en place de cahiers des charges de qualification d'élevage.
Activité 4. – Gestion des données	
10	Utilisation d'outils de gestion de données et manipulation de tableaux informatiques simples pour les statistiques d'activité et le suivi de la clientèle
Activité 5. – Animation, écoute et communication	
11	Méthodologie d'analyse et de développement du potentiel de son secteur
12	Découverte des besoins des agriculteurs
13	Argumentation, communication et promotion vers l'agriculteur
14	Animation de groupes et travail en équipe
15	Organisation et gestion du temps pour travailler efficacement
Activité 6 – Entreprise coopérative	
16	La coopérative agricole et ses adhérents
17	La coopérative dans son environnement socioprofessionnel.
(1) Module de formation obligatoire.	



## Référentiel d'évaluation

### Activité 1. – Conseil aux agriculteurs en technique de production

- être capable de transmettre ses observations et ses connaissances ;
- être capable d'apporter une valeur ajoutée à la production de l'adhérent ;
- être capable de conseiller l'agriculteur sur les systèmes de production et les méthodes de cultures respectant l'environnement ;
- être capable d'analyser un problème et éventuellement proposer un spécialiste interne ou externe pour le résoudre.

#### En production végétale :

- être capable de choisir des cultures et des semences (en fonction des sols, des climats, des tendances économiques...) ;
- être capable de commenter une analyse de terre ;
- être capable de raisonner la fertilisation minérale et organique ;
- être capable de raisonner la protection des cultures.

#### En production animale :

- être capable de proposer à l'adhérent l'application pratique des plans d'élevage, d'alimentation et sanitaire et le logement des animaux, dans le but d'optimiser les résultats ;
- être capable d'assurer l'analyse d'un problème et proposer les spécialistes référencés par le groupement pour résoudre le problème ;
- être capable de connaître la procédure mise en place pour bénéficier de services ;
- être capable de guider les exploitants sur les périodes de mises en marché de leurs animaux en fonction des contraintes commerciales et de celles de l'exploitation de l'adhérent ;
- être capable d'adopter une démarche pédagogique par rapport à la réglementation, soit en donnant directement l'information à l'exploitant, soit en l'orientant vers un spécialiste interne ou externe à la coopérative ;
- être capable d'utiliser des outils de simulation permettant de vérifier l'impact économique des techniques proposées.

### Activité 2. – Réglementation et protection de l'environnement, de l'utilisateur et de l'animal

- être capable de prendre en compte dans son conseil la réglementation environnementale (directive nitrates, PMPOA, CTE, conditionnalité...) ;
- être capable de maîtriser la gestion environnementale des produits type antiparasitaires, engrais, médicaments... pour pouvoir conseiller l'agriculteur dans :
  - l'utilisation des produits (savoir lire et interpréter les étiquettes) ;
  - le stockage des produits (savoir ranger, classer, organiser) ;
  - le choix des produits ;
  - le matériel (épandage, traitement...).

#### Afin de protéger l'utilisateur et de respecter l'environnement :

- être capable de savoir conseiller avec des outils d'aide à la décision en intégrant les normes environnementales ;

- être capable de promouvoir la politique de qualité auprès des adhérents ;
- être capable d'avoir une démarche pédagogique auprès des exploitants pour une bonne application du cahier des charges.

### Activité 3. – Adaptation de la production aux attentes des marchés

- être capable de réaliser un diagnostic qualité ou environnement ;
- être capable de promouvoir les démarches qualité initiées par la coopérative auprès des adhérents ;
- être capable de maîtriser la qualité des produits (critères technologiques, planification des plantations/semis et des récoltes, transport, stockage, fabrication, plan de production...) en fonction des contraintes ;
- être capable d'adapter un itinéraire technique répondant aux exigences de qualité ;
- être capable de conseiller le choix des productions en fonction des exigences de chacun des marchés ;
- être capable d'analyser les données statistiques et les réactualiser en permanence ;
- être capable, auprès des exploitants, de mettre en évidence les atouts de leurs entreprises et en minimiser les faiblesses ;
- être capable de faire preuve d'esprit de synthèse et savoir exposer en quelques phrases les conclusions d'un entretien ;
- être capable d'estimer en vif un animal ;
- être capable d'actualiser en permanence ses connaissances sur la concurrence ;
- être capable de faire appliquer les procédures d'urgence, en cas de risque d'impayés.

### Activité 4. – Gestion des données

- être capable de rigueur dans la validation des documents ;
- être capable de vérifier les documents à l'achat ;
- être capable d'utiliser les outils de gestion de données et manipuler des tableaux informatiques simples pour les statistiques d'activité et le suivi de la clientèle.

### Activité 5. – Animation, écoute et communication

- être capable de suivre et proposer des adaptations à la politique commerciale ;
- être capable de connaître les attentes des agriculteurs de sa zone ;
- être capable de fidéliser les coopérateurs et rechercher de nouveaux adhérents ;
- être capable de connaître son environnement concurrentiel ;
- être capable de répondre au mieux aux besoins techniques de l'adhérent dans la gamme de la coopérative ;
- être capable d'appliquer la politique tarifaire ;
- être capable de veiller au traitement des litiges ;
- être capable de gérer les situations de crise avec les producteurs et prendre du recul ;
- être capable de maîtriser les moyens de communication (outil informatique, Internet...);

- être capable d’entretenir avec les salariés un dialogue constructif ;
- être capable d’utiliser les moyens d’animation dans le but d’un travail de groupe ;
- être capable d’être à l’écoute des adhérents ;
- être capable de constituer un groupe d’exploitants capable de travailler ensemble ;
- être capable de transcrire à un exploitant ou un groupe d’exploitants les objectifs et la politique du groupement ;
- être capable de discerner l’essentiel dans les remarques des adhérents et en informer de façon synthétique sa hiérarchie ;
- être capable de bâtir une argumentation en vue d’une démarche cohérente.

#### Activité 6. – L’entreprise coopérative

- être capable de transmettre les informations au sein de la coopérative, aux acteurs concernés ;
- être capable de comprendre l’incidence de son activité sur les résultats économiques de la coopérative ;
- être capable de participer à la vie de la coopérative dont la fonction est d’offrir à l’agriculteur adhérent le moyen de valoriser au mieux ses productions ;
- être capable d’appliquer les règles internes à la coopérative sur un plan administratif et commercial ;
- être capable d’expliquer à l’adhérent comment ses productions sont valorisées au sein de la coopérative ;
- être capable de connaître les membres du conseil d’administration et leur responsabilité au sein du conseil ;
- être capable d’appliquer le règlement intérieur ;
- être capable d’informer l’adhérent des règles d’appel et de remboursement du capital social ;
- être capable de répondre aux adhérents sur le niveau des sanctions applicables dans le cas de non-respect des engagements ;
- être capable de contacter le représentant légal ou le mandataire d’une structure juridique pouvant adhérer à la coopérative ;
- être capable de connaître les incidences des décisions de ces organismes sur l’exploitation d’élevage ;
- être capable de situer précisément son entreprise dans la filière ;
- être capable de connaître et utiliser les services que peut rendre chacun des organismes administratifs intervenant dans la filière viande.